

Paris, le 27 juillet 2022

Lois Pouvoir d'achat : des manques à combler pour conjuguer justice sociale, équilibre territorial et urgence climatique

Familles Rurales salue le travail du Parlement suite à l'examen des deux textes de loi visant à aider les consommateurs à résister à la vague inflationniste qui les submerge. Pour autant, beaucoup reste à faire. Il est notamment indispensable de prendre en compte la spécificité du milieu rural, dont les habitants sont particulièrement touchés du fait des coûts de l'énergie et du carburant. La facture de l'inflation n'est pas la même pour tous !

Le Mouvement compte désormais sur le bon sens et la responsabilité du Sénat pour combler les manques et parvenir à un équilibre social et territorial plus juste et prenant en compte l'urgence climatique.

La revalorisation d'un certain nombre de prestations sociales (retraites, minimas sociaux, allocations familiales...), la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé ou encore la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires étaient très attendues.

S'agissant du fioul qui a augmenté de 133% en un an, Familles Rurales se félicite d'avoir été entendu par les députés qui ont mis un terme à l'inégalité d'accès à l'aide publique sur l'énergie. Il est à présent indispensable de consacrer des crédits pour en finir avec le chauffage au fioul et parvenir à un zéro reste à charge pour les ménages modestes qui entreprennent des travaux de changement de système de chauffage. Plus généralement, Familles Rurales regrette que des efforts supplémentaires n'aient pas été consentis par le Gouvernement concernant la rénovation énergétique : la meilleure énergie demeure celle que l'on ne consomme pas.

Concernant les carburants, nous appelons de nos vœux une mesure ciblée afin de mieux aider ceux qui en ont le plus besoin et qui n'ont pas d'alternative à la voiture pour se déplacer. Les dépenses liées au carburant sont en effet 40% plus élevées en milieu rural. Le dispositif de baisse indifférenciée de 30 centimes n'apparaît pas assez juste et efficace et doit être complété. Il est également nécessaire de favoriser les alternatives à la voiture, ce qui apparaît comme un manque du texte. Où sont les mesures pour favoriser l'utilisation du train, à l'image de l'Allemagne ou de l'Espagne ?

Enfin, s'agissant de la prise en compte du budget alimentation des ménages, pour l'heure grand absent des débats, Familles Rurales attend du Sénat des mesures ambitieuses pour éviter que des millions de nos concitoyens renoncent à une alimentation saine, faute de moyens. Le « chèque alimentaire » de 100 € plus 50 € par enfant à charge, annoncé par le Gouvernement, non ciblé sur l'alimentation et versé en une fois, ne répond pas à l'enjeu économique et de santé publique d'une alimentation plus saine. **Seule une aide ciblée sur des produits alimentaires sains et versée mensuellement sous conditions de ressources est à même de garantir un changement des habitudes alimentaires.** Rappelons que les conséquences de la « malbouffe » induisent des dépenses de santé considérables de plus de 20 milliards d'euros par an. L'alimentation reste un enjeu majeur tant économique et de santé publique.

Enfin, au-delà des mesures « d'urgence » ayant vocation à traiter les effets, mais n'agissant pas sur les causes, Familles Rurales attend un « acte 2 » visant à :

- **Sortir à moyen terme les territoires ruraux de leur dépendance à la voiture par le déploiement d'un « plan mobilité durable »**
- **Conduire une politique de transition énergétique soutenable par les ménages faisant la part belle à toutes les énergies renouvelables et luttant plus efficacement contre les pertes liées aux logements passoires**
- **Lancer un plan « manger sain, manger mieux » tant pour des questions économiques que de santé publique.**